

Nations unies - Haïti - MINUSTAH
- Intervention du représentant
permanent de la France auprès des
Nations unies, président du conseil
de sécurité - Conseil de sécurité
(New York, 12 octobre 2017)

La France s'associe à la déclaration du représentant de l'Union européenne et à celle du représentant du Pérou prononcée au nom des amis du groupe d'Haïti.

À quelques jours de la clôture de la mission des Nations unies pour la stabilisation en Haïti, la MINUSTAH, la France tient à saluer le travail effectué ces 13 dernières années par les Nations unies, en particulier les efforts sans relâche des représentants spéciaux et de leurs équipes, comme elle salue l'engagement remarquable des pays contributeurs de troupes. Nos pensées vont également aux hommes et aux femmes qui ont perdu la vie dans l'exercice de leurs fonctions au sein de la MINUSTAH, notamment lors du tremblement de terre de 2010. Je pense en particulier à Hédi Annabi, le représentant spécial du secrétaire général des Nations unies, décédé lors de cette tragédie.

Poursuivre le travail remarquable effectué par la MINUSTAH pour le renforcement des capacités et la professionnalisation de la police nationale doit rester la priorité. La mission des Nations unies pour la Justice en Haïti, MINUJUSTH, qui va prendre le relais le 16 octobre prochain, devra bâtir sur les succès enregistrés pour remplir ses objectifs, fixés par la résolution 2350 : le renforcement de l'État de droit, le soutien à la police nationale haïtienne et le suivi de la situation des droits de l'Homme. Cette nouvelle mission tient ainsi compte des besoins des autorités et de la société civile haïtiennes et continuera de soutenir Haïti sur le chemin du développement.

Dans ce cadre, une attention particulière devra être accordée à la justice. Les progrès en matière d'État de droit sont intrinsèquement liés au renforcement du professionnalisme et de l'indépendance du pouvoir judiciaire, à la création d'un cadre juridique répondant aux standards internationaux, notamment en matière pénale, et à la mise en place d'un système carcéral compatible avec les besoins du pays et les exigences en matière de respect des droits des détenus.

La question des droits de l'Homme aura une place particulière dans cette nouvelle mission. Il ne saurait y avoir de réformes réussies en matière politique, sociale et économique sans une prise en compte des droits de l'Homme, du stade de la conception jusqu'à la mise en oeuvre. La consolidation des institutions démocratiques en dépend également. Nous espérons que la MINUJUSTH rendra compte régulièrement au conseil des derniers développements dans ce domaine.

Les autorités haïtiennes et le peuple souverain haïtien seront les seuls à même de fixer les priorités politiques des années à venir. En faisant évoluer sa présence, les Nations unies démontrent leur volonté de continuer d'accompagner Haïti et de répondre à ses nouveaux besoins. Il ne s'agit ni de se substituer à ses dirigeants, ni de se retirer précipitamment. Au contraire, la MINUJUSTH donne une nouvelle impulsion à la relation entre Haïti et ses pays partenaires. Nous faisons confiance aux autorités haïtiennes pour saisir cette opportunité.

Il s'agit d'une étape essentielle, car nous passons désormais d'une logique d'assistance à une logique de développement durable. Outre la MINUJUSTH, l'équipe pays aura également un rôle important à jouer dans les évolutions à venir.

Je souhaiterais conclure mon intervention en rendant hommage à la représentante spéciale du secrétaire général, Mme Sandra Honoré, ainsi qu'à l'ensemble des personnels de la MINUSTAH et en exprimant tout notre soutien et toute notre solidarité au grand peuple d'Haïti./.